Document généré le 12 oct. 2024 06:04

Sociologie et sociétés

Internationalisation de la sociologie ou résurgence des sociologies nationales?
Internationalization of Sociology or the Resurgence of National Sociologies

Céline SAINT-PIERRE

Volume 12, numéro 2, octobre 1980

Réflexions sur la sociologie

URI : https://id.erudit.org/iderudit/001671ar
DOI : https://doi.org/10.7202/001671ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)
1492-1375 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

SAINT-PIERRE, C. (1980). Internationalisation de la sociologie ou résurgence des sociologies nationales? *Sociologie et sociétés*, *12*(2), 7–20. https://doi.org/10.7202/001671ar

Résumé de l'article

La sociologie connaît un double mouvement qui marque à la fois les pôles de son développement et les paliers de sa production. L'internationalisation de ses activités et le renforcement d'organismes internationaux tels l'UNESCO qui a créé une sous-division des sciences sociales constituent un aspect de ce mouvement alors que l'autre se rattache davantage à la consolidation des assises nationales de cette discipline dans plusieurs pays comme ceux d'Afrique notamment. Quelles sont les orientations du premier et la signification du second? Tels sont les sujets dont nous discutons dans cet article. Puis nous terminons par la présentation de deux cas, la sociologie en Espagne et en Italie afin de démontrer que l'histoire de cette discipline ne peut se concevoir en dehors de l'histoire économique et politique des pays où elle s'est principalement développée, même si parallèlement son discours théorique et ses outils méthodologiques tendent à l'unification, ce qui pour nous n'est pas synonyme d'universalisation et est tout à fait souhaitable.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

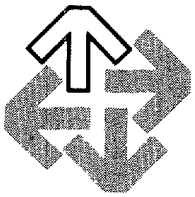
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Internationalisation de la sociologie ou résurgence des sociologies nationales ?



CÉLINE SAINT-PIERRE

Varna 1970, Toronto 1974, Uppsala 1978 et bientôt Mexico 1982, villes de congrès internationaux de sociologie convoqués par l'Association internationale de sociologie. Au fil des années, ces congrès, dont le premier remonte à 1950 à Zurich, connaissent une affluence de plus en plus considérable de participants venus de tous les continents pour discuter « entre eux » de leurs travaux de recherche dans des domaines très diversifiés mais liés par un commun dénominateur, la discipline sociologique. Le caractère monstrueux de ces réunions collectives qui réunissaient, entre autre à Uppsala, près de 4 000 sociologues avait fait dire à plusieurs qui doutaient de leur efficacité, qu'il fallait abandonner cette idée et organiser en contrepartie des rencontres à l'échelle régionale (région étant ici entendue au sens des Nations unies) ; ainsi les échanges seraient moins chaotiques et les débats plus fructueux, parce que plus restreints, non seulement dans le nombre des participants, mais aussi dans le champ des problèmes couverts. À cette proposition soutenue davantage par plusieurs sociologues des pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, s'étaient opposés notamment des sociologues de certains pays d'Europe de l'Est et de plusieurs pays africains. Pour ces pays notamment, ces rencontres constituaient et continuent de constituer un moyen de diffusion des travaux de recherches en cours tout en leur permettant de prendre le pouls des orientations développées dans la recherche et dans les débats théoriques qui alimentent la vie sociologique.

L'inégalité des moyens de diffusion des connaissances se reflète dans ces deux prises de position tout comme l'inégalité à l'accessibilité des connaissances produites à l'échelle internationale. Au fil des années et des expériences cumulées dans ces rencontres internationales et dans ces organismes internationaux, on peut se poser la question, tenter d'observer ce qui s'y passe et voir quels en sont les effets dans le champ sociologique lui-même et dans la dynamique même de la production sociologique. Il ne s'agit pas ici de faire une étude systématique des effets produits dans l'élaboration et la critique des outils conceptuels propres au discours sociologique, travail qui relève davantage de l'épistémologie des sciences humaines et dont je ne me reconnais pas la compétence, mais plutôt de suggérer quelques pistes de réflexion à partir de mon expérience de travail dans les organismes internationaux et des observations que je suis à même de dégager de la dynamique interne propre à la production sociologique dans certains pays. Notre hypothèse pourrait se formuler ainsi :

a) le développement de la sociologie est confronté à un double processus : celui de l'internationalisation de la sociologie et celui de l'affirmation de sociologies nationales ;

b) si pendant certaines périodes, le premier processus (l'internationalisation de la sociologie) peut favoriser le second (l'affirmation de sociologies nationales) il peut aussi à d'autres moments le handicaper, et *vice versa*. Nous sommes donc en présence d'un mouvement dialectique qui, au niveau de la connaissance, reproduit très souvent l'état des rapports politiques internationaux. De plus, si dans la problématique même de la sociologie du développement, on assiste à une rupture avec la conception linéaire du développement des sociétés, pourrait-on en dire autant de la conception et de l'approche qu'utilisent les sociologues eux-mêmes et les organisations qui les représentent dans la définition et la qualification de leur propre discipline ?

1. LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ET LE DÉVELOPPEMENT DES SCIENCES SOCIALES

L'UNESCO s'est toujours préoccupé, et c'est là un de ces buts premiers, de développer « la coopération et l'échange international entre praticiens des sciences sociales », tout en « reconnaissant que, si l'expérience étrangère peut n'être pas immédiatement applicable à une société donnée, la connaissance des méthodes et modèles appliqués ailleurs est un élément essentiel, propre à fournir des indications et des directions de recherche qui se révéleront fructueuses[1] ». Dans le cadre de ces objectifs généraux, l'Assemblée générale a approuvé en 1976 « la création d'un secteur distinct consacré principalement aux sciences sociales et la nomination d'un sous-directeur général qui se consacrera surtout au programme des sciences sociales[2] ». Ce secteur fut donc créé et la responsabilité en fut donnée au sociologue bien connu, Rodolfo Stavenhagen. Les termes de son mandat furent ainsi formulés :

1. Extrait de la résolution 3.01 adoptée à la 19e Conférence de l'UNESCO, 1976, dans le cadre de la discussion sur les objectifs fixés dans le Plan à moyen terme pour 1977-1982.
2. *Ibid.*

> ... accorder une importance prépondérante aux activités qui présentent un intérêt professionnel immédiat pour les spécialistes et institutions de sciences sociales travaillant à des problèmes pratiques dans les États membres en particulier dans les pays en voie de développement[3] ;

Ces activités devaient comprendre et je résume : la stimulation, la liaison et la coopération en matière de recherche scientifique au moyen de méthodes propres à promouvoir les activités concertées entre institutions et entre spécialistes de divers pays ; la formation et le développement professionnel ; les échanges entre spécialistes, notamment par le moyen de réunions, de programmes et de publications, des institutions et organisations régionales et internationales appropriées. On retrouve dans ce programme particulier de l'UNESCO comme dans l'ensemble de ces programmes, une préoccupation constante pour ne pas dire omniprésente dans tous les textes et résolutions qui reçoivent son approbation, et qui est celle des pays en voie de développement et des problèmes qui sont leurs. Il y a dans l'approche qui sous-tend la définition de ces objectifs, une double inquiétude : celle qui relève de la nécessité de développer la recherche sur les problèmes spécifiques aux pays en voie de développement mais aussi celle qui consiste à favoriser l'intervention des pays concernés et de leurs spécialistes dans la définition et l'analyse de leurs propres sociétés. Cette dernière préoccupation réfère indirectement à la nécessité de favoriser la formation de spécialistes dans ces pays en voie de développement mais aussi l'éclosion de sociologies nationales aptes à rendre compte dans des termes plus adéquats des problèmes sociaux propres à ces sociétés. La réalisation de cet objectif, il va sans dire, n'est pas sans poser de problèmes. Ce qui ne signifie pas qu'il faille retourner aux sociologies « paroissiales », à un cloisonnement des problèmes et des sociétés qui empêche toute communication, toute forme de coopération scientifique. Cependant, il nous faut être conscient, qu'à l'heure actuelle, le processus de coopération internationale qui est engagé dans les sciences humaines et notamment en sociologie ne s'accompagne pas toujours de la mise en place de mécanismes permettant à tous les pays, notamment aux pays en voie de développement, d'y prendre part sur un pied d'égalité avec ceux qui sont mieux outillés dans ce secteur.

C'est pour pousser plus loin la réflexion sur ces objectifs généraux du programme de sciences sociales de l'UNESCO que, en 1977, la Commission Canadienne pour l'UNESCO a approuvé une recommandation faite par son « Comité pour la coopération internationale en sciences sociales » à l'effet de parrainer un colloque international dans le but d'élaborer des éléments de modèle pour le programme de sciences sociales. Ce colloque, auquel je participai, eut lieu en août 1977 et s'y retrouvèrent une douzaine de chercheurs en sciences sociales venus de diverses régions du monde. Les discussions que nous eûmes à cette occasion permirent de mettre à jour les difficultés rencontrées pour réaliser les objectifs tels qu'énoncés par l'UNESCO et nous en arrivâmes, non sans difficulté et insatisfaction de notre part, à formuler quelques propositions plus concrètes destinées à orienter la mise en application du programme général en sciences sociales[4]. Quelques points de ce rapport méritent d'être relevés en

3. *Ibid.*

4. Voir à cet effet le document issu de ce colloque et rédigé par le Dr Jan Loubser « Éléments de modèle pour le programme de sciences sociales de l'UNESCO », *Pages documentaires*, n° 28, Commission canadienne pour l'UNESCO, février 1978, p. 3-20.

fonction de notre questionnement. Si celui-ci porte sur l'ensemble des sciences sociales, je fais le postulat qu'il reflète en même temps la situation qui est celle de la sociologie et des sociologues.

2. INTERNATIONALISATION DE LA SOCIOLOGIE ET RUPTURE AVEC SON OCCIDENTALISATION

L'une des constatations importantes qui a été à la base de nos propositions et qui résume la position des participants à ce Colloque concernant les orientations du travail antérieur accompli dans le cadre de la coopération internationale en sciences humaines veut attirer l'attention sur le fait suivant : les recherches et les études qui ont été entreprises en collaboration par des spécialistes de différentes cultures et de différents disciplines (en sciences sociales, notamment) pour mettre au point des instruments d'acquisition des connaissances et pour établir leurs limites d'application dans une diversité de conditions sociales, économiques et culturelles se sont inscrites par le passé dans un processus d'occidentalisation de la connaissance, dans un prolongement du système occidental de la pensée aux autres parties du monde. Nous faisons face à un développement déséquilibré de la sociologie et cet inégal développement reflète les rapports de domination et de dépendance que nous observons au niveau de l'ensemble des rapports entre les États. Sur cette question, il me faut rapporter un extrait d'un article publié par deux sociologues dans le *Journal international des sciences sociales* :

> Ces mouvements historiques ont créé une dissymétrie dans les sciences sociales transnationales; cette dissymétrie a amené des rapports de dépendance entre les scientifiques des pays en voie de développement et les scientifiques des pays développés. Ces rapports de dépendance sont la conséquence du fait que les méthodologies et les théories dominantes des pays développés servent comme points de références mondiaux pour la recherche et l'enseignement, du fait que les ressources permettant l'acquisition de connaissances poussées sont concentrées dans les pays développés, du fait qu'il y a déséquilibre des moyens de diffusion des résultats de recherche, et du fait qu'il existe de grands centres universitaires en Europe et aux États-Unis qui continuent d'attirer, et souvent de garder, des scientifiques de grand calibre venus de toutes les parties du monde[5].

Les organismes internationaux conscients, je le souhaite, de ce problème, sont confrontés à la nécessité de résoudre cette contradiction entre ce processus d'internationalisation des sciences sociales et celui du nécessaire développement des sciences sociales, dont la sociologie, sur une base nationale. C'est donc dire que pour tenter de faire disparaître cette contradiction qui marque la dynamique de la sociologie, il faut en favoriser son développement sur une base nationale dans les pays qui connaissent cette dissymétrie et qui se trouvent en position de dépendance. Dans notre rapport, nous attirons l'attention cependant sur la nécessité d'« établir, en complément à un programme de développement national, un programme parallèle pour favoriser et renforcer la communication, la participation et l'échange transnationaux au sein de la collectivité scientifique mon-

5. F. Alger Chadwick, et Gene M. Lyons, « Social science as a Transnational System », *International Social Science Journal*, vol. XXVI, n° 1, 1974.

diale des sciences sociales» pour éviter de tomber dans une interprétation étroite, pour éviter le chauvinisme, l'isolement, la fragmentation des problèmes et des communautés scientifiques. Ce réexamen des instruments de la sociologie et la critique de ses modèles d'analyse nécessitent qu'une place importante soit faite aux sociologues du Tiers monde dans cette tâche, en même temps que leur soient donnés les moyens de construire une sociologie qui rende compte de la réalité sociale qui est celle de leurs pays respectifs. Cela nécessite aussi que les sociologues rompent avec cette conception universaliste de leur discipline, conception qui se retrouve autant chez les sociologues des pays développés que des pays en voie de développement. Par exemple, le fait que plusieurs sociologues du Tiers monde aient été formés en Angleterre, en France ou aux États-Unis a eu des répercussions énormes dans la structuration de leur pensée et dans le choix de leur approche tant théorique que méthodologique des problèmes analysés et de l'enseignement qu'ils dispensent dans leurs universités. Le placage ou la simple application de modèles d'analyses élaborés dans des sociétés fort différentes a été trop longtemps un obstacle majeur à ce qu'on appelle l'*indigénisation des sciences sociales*, celle-ci devenant maintenant une revendication majeure des intellectuels progressistes des pays en voie de développement.

Pour que ce processus d'indigénisation de la sociologie s'enclenche, il est nécessaire que soient favorisés l'organisation d'activités scientifiques au niveau régional et national ainsi que l'établissement de programmes d'études supérieures et de centres de recherche encadrés par des autochtones. Il est aussi nécessaire que les organismes internationaux tels l'UNESCO et aussi, pour la discipline qui nous préoccupe plus particulièrement, des associations telles l'Association internationale de sociologie, se préoccupent de diffuser les résultats des travaux produits dans ces pays. Ceci non seulement dans le but de faire circuler les connaissances mais de permettre la production de modèles sociologiques complexifiés qui intègrent ces approches et contribuent à faire disparaître cette dissymétrie dont nous parlions précédemment ainsi que ce faux universalisme. Désoccidentaliser la sociologie tout en conservant cette préoccupation d'unifier le champ qui la détermine devrait constituer l'objectif non seulement des organismes internationaux mais aussi des communautés sociologiques nationales. Ce mouvement d'internationalisation de la sociologie devant se fondre dans celui du développement des sociologies nationales et *vice versa*, il faudra en arriver à rompre avec cette conception qui veut que l'unification du champ de la sociologie veuille dire son uniformisation et que son universalisation conduise à son occidentalisation.

3. INDIGÉNISATION DE LA SOCIOLOGIE ET RÉÉQUILIBRAGE DES FORCES DANS LA PRODUCTION SOCIOLOGIQUE

Pour donner suite à cette réflexion sur la question de rééquilibrage des forces dans la production sociologique, les participants au colloque suggéraient à l'UNESCO que soit lancé «un nouveau programme en même temps qu'un projet d'étude principal, organisé selon les principes proposés et portant sur le sujet : *Autosuffisance et création de compétences sociales*». Ces problèmes

de l'autosuffisance et de la création de compétences sociales ont commencé à être pris en charge par plusieurs institutions de sciences sociales. C'est ainsi qu'en Amérique latine, le cadre d'élaboration de la recherche sur les problèmes de la dépendance à tous les niveaux de la structure sociale a déjà intégré ces objectifs dans une certaine mesure. L'Institut africain de développement et de planification économique a, dans sa définition des voies de développement, fait appel surtout à des ressources intérieures dans le but de réduire cette dépendance vis-à-vis des ressources extérieures. Au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, les gouvernements nationaux ont financé des travaux de recherche afin de déterminer de quelle manière leurs gouvernements pourraient se doter d'institutions propres afin d'accroître leurs autosuffisance et leur implication au niveau local.

Cette orientation qui vise l'autosuffisance en favorisant le développement des ressources locales permettra une définition plus adéquate des problèmes propres à ces pays en position de dépendance actuellement, en même temps que la formulation de stratégies de développement social beaucoup plus liées aux intérêts des communautés locales. Elle suppose aussi de nouvelles formes de collaboration dans la recherche à la fois entre les institutions du Tiers monde mais aussi entre les scientifiques de ces pays et ceux des pays développés. Cette dernière tendance ne rencontre pas l'approbation de tous les instituts de recherche du Tiers monde, certains d'entre eux s'inscrivant dans une volonté de ne compter que sur soi. Si ces deux tendances ne sont pas nécessairement incompatibles, elles reflètent la tension qui existe entre ce processus d'*internationalisation* de la sociologie et celui de son *indigénisation*, c'est-à-dire de son développement sur une base nationale dans le cadre d'une nécessaire autosuffisance des ressources. Si l'indigénisation nécessite la fin d'un certain impérialisme scientifique, elle ne veut pas dire la fin de la coopération entre pays mais l'établissement de cette coopération sur une base véritable, c'est-à-dire entre partenaires égaux[6]. La difficulté de réaliser cette véritable égalité a conduit plusieurs chercheurs et instituts des pays du Tiers monde, dans le cadre d'une réflexion et d'une étude collectives, à se demander « s'il était légitime que des chercheurs étrangers s'occupent des problèmes des pays du Tiers monde[7] ». Pour beaucoup, la participation de chercheurs étrangers relève plus d'une « intrusion » que d'une véritable coopération. C'est donc dire qu'il faille réorienter la recherche et les programmes de formation et non pas se contenter de corrections mineures ou de solutions de replâtrage. Le Forum du Tiers monde (c'est le nom de ce groupe d'étude dont nous venons de parler) propose que soient développés des moyens qui permettent « une interaction créative entre la pensée indigène et l'expérience extérieure » et que les stratégies mises en œuvre « soient fondées sur des techniques appropriées et sur les ressources locales[8] ». Cette position appuie donc une nécessaire interaction entre les producteurs autochtones et étrangers et ne recommande pas la fermeture des portes

6. Voir à ce sujet le document rédigé par un groupe d'étude composé des directeurs d'instituts de recherche et de formation en matière de développement : « Nouvelles formes de collaboration dans la recherche et la formation en matière de développement », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXVII, n° 4, 1975, p. 846-852.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*

à la coopération internationale. Cependant, elle est assortie d'un certain nombre de recommandations, dont celles-ci :

> Pour que la recherche en collaboration se fasse sur un pied d'égalité, il faut donner aux spécialistes en sciences sociales du Tiers monde des possibilités d'effectuer des travaux sur le terrain à l'intérieur des pays riches, tout comme les spécialistes des pays développés conduisent des recherches dans le Tiers monde... Les chercheurs du Tiers monde doivent être plus nombreux à intervenir dans le processus de décision concernant l'aide à la recherche dans le Tiers monde... Une collaboration véritable impliquera généralement que les prises de décision et le contrôle soient transférés des institutions des pays développés au profit de celles du Tiers monde, notamment lorsqu'il s'agit d'établir les priorités en matière de recherche et de formation[9].

D'où si ce rééquilibrage s'avère une nécessité, il est loin d'être réalisé. Je prendrai un exemple bien près de nous à savoir la participation au dernier Congrès mondial de sociologie tenu à Uppsala en août 1978. Quelques données sur la distribution régionale des participants ayant soumis des communications à ce congrès et de ceux qui y occupaient la fonction de présidents et de rapporteurs dans les diverses sessions du congrès, nous permettent d'illustrer ce que nous venons de dire précédemment. Elles ont été compilées par deux sociologues finnois[10] participant à ce congrès et elles font apparaître les résultats suivants : il existe une nette concentration de la recherche sociologique dans le continent nord-américain : une communication sur trois était faite par un Américain et une communication sur dix, par un Canadien. La moitié des textes soumis provenait de trois pays, les deux tiers étaient le produit de chercheurs venant de huit pays, les trois quarts représentaient douze pays et les quatre cinquièmes, quinze pays. Cependant, les pays qui arrivent en tête de la production de recherches sont largement distribués. La concentration nord-américaine est suivie de l'URSS, de la Pologne et de l'Inde qui se classent à un rang élevé. L'Australie semble bien représentée alors que la participation africaine, toujours en forme de pourcentage significatif de communications présentées au congrès, se résume au Nigeria. La représentation des pays nordiques compte pour 5 % des textes présentés. L'Amérique latine ne figure pas dans la liste des vingt premiers pays bien que le Brézil compte 22 textes, le Mexique 20 et le Chili 8. Quant aux pays arabes, ils sont absents ou presque et l'Iran est le pays le plus représenté avec 12 communications. Cette distribution quantitative des textes donne une image grossière de la répartition des centres principaux de la production sociologique. Les auteurs ont aussi tenté d'examiner la répartition géographique des présidents et rapporteurs dans les sessions, qu'ils considèrent comme un indicateur de la structure de pouvoir dans la communauté sociologique. Ils constatent que les différentes sessions qui composaient le programme étaient dirigées par les mêmes pays qui se retrouvent en tête dans la production des textes. La dominance des USA ressort toujours même si elle est moins prononcée que dans le

9. Voir à ce sujet le document rédigé par un groupe d'étude composé des directeurs d'instituts de recherche et de formation en matière de développement : « Nouvelles formes de collaboration dans la recherche et la formation en matière de développement », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXVII, n° 4, 1975, p. 846-852.

10. Risto Jaakkola et Kettil Bruun, « Observations on the 9th World Congress of Sociology, Uppsala, 1978 », *Acta Sociologica*, vol. 22, n° 4, 1979, p. 377-383.

premier cas. La concentration demeure la même : ces postes, dans une proportion de 50 % sont détenus par 5 pays et les deux tiers le sont par 10 pays. Les américains occupent 29,8 % de ces fonctions, le Canada, 6,3 %, l'URSS et la République fédérale allemande, 2,6 % chacun, alors que 39 autres pays se répartissent 35,8 % de ces tâches. Dans la liste des dix premiers pays, seul le Chili apparaît comme pays du Tiers monde et ceux qui occupent ces fonctions sont pour la plupart des réfugiés politiques. Ce qui ressort de l'ensemble de ces données, c'est que non seulement la sociologie qui est diffusée dans des activités internationales tels les congrès est majoritairement celle des pays capitalistes de l'Ouest mais, et cela est très important, elle se présente aussi comme une science des pays de langue anglaise. Ceci se vérifie dans d'autres activités des organismes internationaux où de plus en plus l'anglais est devenu la langue des débats, la langue de l'édition, depuis la publication des rapports, des revues et même des livres. En adoptant ce principe de l'utilisation d'une seule langue, on contribue à favoriser encore ceux qui la maîtrisent le mieux, c'est-à-dire ces mêmes pays qui détiennent une position de domination dans la production sociologique et dans le contrôle des moyens et des ressources. Si la diffusion des connaissances tend à se faire de plus en plus à travers un seul code linguistique, on ne doit plus s'étonner de la persistance des inégalités non seulement au niveau de la production (*e.g.*, la publication) mais aussi au niveau de l'appropriation de ces connaissances. L'absence de traduction en plusieurs langues des principaux acquis et outils de connaissance sociologique, contribue à perpétuer le monolithisme des modèles d'analyse et le maintien de critères souvent périmés pour juger des qualités théoriques et méthodologiques de la recherche en cours dans divers pays. Tant que ceux qui contrôlent la production sociologique à ces divers paliers demeurent ceux-là mêmes qui établissent les critères pour la juger, il sera impossible de régler ces problèmes.

L'on peut aussi s'attendre à ce que cette prise de conscience de l'impérialisme scientifique et de ses effets, qui a débuté il y a une dizaine d'années surtout, aille en s'accroissant, entraîne le développement et le renforcement de sociologies nationales et régionales et que celles-ci s'inscrivent dans un mouvement de résistance et d'opposition à la « coopération scientifique internationale », si cette dernière ne propose pas dans ces programmes, de véritables moyens de corriger les inégalités et de les faire disparaître. Ce n'est qu'à ces conditions aussi et dans ce contexte, que la sociologie trouvera les bases de son développement et de sa légitimité scientifiques. L'internationalisation de la sociologie voudra ainsi dire autre chose qu'un accroissement de l'impérialisme scientifique de certaines communautés sociologiques sur d'autres, considérées comme « sous-développées », et les activités qui l'alimentent, de véritables lieux d'échange et de production entre participants égaux entre eux. Ainsi les congrès internationaux seront moins chargés de ces illusions sur la coopération internationale mais ils la permettront véritablement ; aussi les sociologies nationales des pays où cette discipline s'était très peu développée sur une base autonome, viendront enrichir les problématiques d'analyse et raffiner les outils de recherche qui s'avèrent trop souvent inadéquats.

4. QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES SOCIOLOGIES NATIONALES

Si j'ai insisté jusqu'à maintenant sur la nature du rapport de force qui marque le développement de la sociologie dans les différentes parties du monde, mais surtout dans les pays du Tiers monde, c'est que je crois qu'il s'agit là du problème majeur auquel il faille s'attaquer dans nos communautés sociologiques respectives et dans les organismes internationaux qui régissent le développement des sciences sociales. Mon intention n'étant pas ici de caractériser les sociologies nationales mais d'esquisser quelques traits du cadre dans lequel elles se développent ou n'arrivent pas à se développer, j'aimerais ajouter quelques réflexions sur des sociologies nationales autres que celles des pays du Tiers monde. Parler de sociologies nationales ne veut pas dire que pour être considérées comme telles, elles doivent être chacune porteuse d'un corps théorique constitué et d'outils méthodologiques propres, spécifiques, qui les rendent cernables et bien découpées les unes par rapport aux autres, au point de dire qu'il y a autant de modèles théoriques qu'il y a de pays dans lesquels la sociologie s'est développée. Il faut bien admettre que si la diffusion et l'utilisation des grands modèles sociologiques ne connaissent pas de frontières, ceux-ci sont marqués dans leur production tout comme dans leur application, des caractéristiques sociales, économiques et politiques des sociétés dans lesquelles ils sont produits mais aussi appliqués. Les études critiques du fonctionnalisme parsonien l'ont démontré tout comme le prouve constamment l'appropriation de la théorie marxiste ou du matérialisme historique. La sociologie a une base nationale lorsqu'elle s'institutionnalise autour d'un enseignement académique et d'activités de recherches regroupés dans des instituts reconnus comme tels; lorsqu'elle permet la production de résultats de recherche tant théoriques qu'empiriques qui prennent en compte les problèmes de la société dans laquelle elle émerge; mais aussi lorsque les tenants de cette discipline occupent des places précises dans l'organisation sociale, légitimés par la détention de ce savoir et par l'appartenance à des associations professionnelles reconnues sur le plan juridique. Par ailleurs, son état de développement est relié aussi au contexte politiques de chacun des pays où elle tente de s'établir comme discipline et l'on sait combien ce facteur a marqué et marque encore son histoire. L'histoire de chaque société intervient dans l'histoire de la sociologie et en ce sens aussi l'histoire de son développement doit être écrite en établissant les liens nécessaires entre les deux. À ce titre, on a vu des pays où la sociologie est une force complètement intégrée aux forces sociales dominantes; d'autres, où elle constitue une force d'opposition aux régimes politiques établis; d'autres, où elle se présente comme une discipline éclatée, divisée sur plusieurs fronts (c'est ce qui se produit dans la majorité des pays) ; enfin, d'autres pays où, fortement combattue, elle n'arrive pas à exister, non plus que ceux qui se définissent par rapport à elle. Dans ce dernier cas, on peut donner l'exemple de l'Espagne sous Franco et de plusieurs pays d'Amérique latine à l'heure qu'il est. J'évoquerai très brièvement maintenant le développement de la sociologie dans deux pays où l'histoire du pays a profondément marqué celle de la sociologie et qui nous démontre de façon éloquente qui si elle tend à devenir de plus en plus une discipline transnationale, elle a aussi en même temps des assises bien nationales.

4.1. LA SOCIOLOGIE EN ESPAGNE, UN LONG PROCESSUS D'INSTITUTIONNALISATION (1860-1978)

J'emprunte à un rapport publié sur le sujet par les sociologues Jesùs M. de Miguel et Melissa G. Moyer dans un numéro de la revue *la Sociologie contemporaine* [11] les informations nécessaires aux quelques aspects que je veux relever. C'est ainsi que la période franquiste qui a empêché toute vie intellectuelle de 1939 à 1975 continue à poser d'énormes problèmes au développement de la sociologie dans ce pays. En se reférant aux cinq grandes divisions de l'histoire de l'Espagne, les auteurs nous disent ce qui a marqué la vie de la sociologie : 1) *1850-1913*, naissance de la sociologie proprement dite sous l'influence de la tradition philosophique krausiste; 2) *1914-1936*, déclin de l'influence positiviste qui a déclenché la disparition quasi totale de la sociologie; les sociologues se préoccupent d'analyser les causes et les conséquences de l'effondrement de l'empire espagnol; 3) *1937-1958*, années de censure où toute analyse critique sociologique est interdite par le régime de Franco; pendant cette période, la plupart des sociologues espagnols doivent s'exiler notamment en Amérique latine et plusieurs d'entre eux vont participer à la fondation du «*El Colegio de Mexico*». La sociologie qui s'est faite en Espagne s'est limitée à l'étude de la démographie, de la famille et de la religion, ces trois facteurs qui ont servi de justification au régime de Franco. 4) *1959-1969*, mise au point de l'institutionnalisation de la sociologie sous l'influence du fonctionnalisme structural; cette période connaît une influence de la sociologie américaine et l'étude de problèmes plus globaux, tels la hiérarchie sociale, les migrations et le processus d'urbanisation est abordée; 5) *depuis 1970*, à la suite des crises politiques et économiques, la sociologie s'est politisée et a connu les premières influences du marxisme, en même temps que s'approfondissait la critique du fonctionnalisme. Il est impossible dans le cadre de cet article d'approfondir l'histoire de la sociologie espagnole mais il me semble possible à même cet exemple, d'illustrer la proposition que je formulais à savoir que si tous les grands courants de la théorie sociologique pénètrent dans la plupart des pays, la façon et le moment historique où ils pénètrent varient, de même que leurs contenus et ce qu'on en retient se transforment, tout en favorisant l'émergence de nouvelles propositions théoriques beaucoup mieux adaptées aux objets d'étude sociologiquement définis. Le difficile processus d'institutionnalisation de la sociologie en Espagne, dû à son interdiction sous Franco, explique la place que prennent aujourd'hui la sociologie critique et la théorie marxiste. Les sociologues espagnols rassemblés depuis les années 60 autour de ce projet de reconnaissance de la sociologie et de sa pratique semblent maintenant vouloir se diviser sur une une base régionale et nationale : d'où la volonté de plusieurs sociologues de se constituer non pas en *une* association de sociologie espagnole mais en *plusieurs associations*, basque et catalane par exemple. Nous avons là un exemple des traces profondes de l'histoire nationale dans l'histoire de la sociologie d'un pays, ce qui nous porte à penser que si la sociologie espagnole existe en tant que telle, elle ne peut être saisie en dehors des effets de cette division nationale sur la production des connaissances qui sont siennes. La même remarque

11. Jesùs de Miguel et Melissa G. Moyer, «Sociology in Spain», *La Sociologie contemporaine*, vol. 27, n° 1, printemps 1979, p. 1-300.

serait aussi valable pour la compréhension de ce qu'est la sociologie canadienne dont nous ne parlerons pas dans le cadre de cet article.

4.2. LA SOCIOLOGIE EN ITALIE: DE LA RÉBELLION À LA PROFESSIONNALISATION

En Italie, l'histoire de la sociologie ne peut se comprendre en dehors d'une connaissance de l'histoire politique et culturelle de ce pays. Peu connue à cause de la barrière linguistique et du peu de traductions de ses productions, elle n'en a pas moins connu un développement intense surtout depuis l'après-guerre. Elle a évolué dans un contexte culturel et politique qui ne lui a pas été institutionnellement favorable. C'est ainsi que « dépourvue d'attaches universitaires stables et de financements indépendants, elle s'est trouvée étroitement liée pour son existence même, pendant une grande partie de l'après-guerre, aux forces de réforme politique régionales et par conséquent aux aléas de la vie politique italienne[12] ». De plus, quand on connaît les traditions d'engagement politique des intellectuels de gauche italiens, et c'est le cas de la grande majorité des sociologues, on peut comprendre la place qu'occupent la vie politique et ses changements dans l'évolution de la discipline. La sociologie a eu beaucoup de difficultés à trouver ses lettres de créances et à se faire reconnaître. Les deux premières chaires de sociologie seront créées en 1960 et 1962, la première au magistero de l'Université de Rome et attribuée à Franco Ferrarotti et la seconde à la faculté d'économie de l'Université d'Ancona, attribuée à Alessandro Pizzorno. Cependant ces chaires seront rattachées aux facultés de jurisprudence et d'économie et la plupart des sociologues seront diplômés de ces facultés. Ce n'est qu'au début des années 70 que la sociologie italienne trouvera sa consolidation institutionnelle, ce qui enclenchera une production fort importante. Ainsi le nombre de livres de sociologie publiés dans les années 70 est nettement plus élevé que celui qui correspond à ce qui a été publié dans les années 50 et 60. Sans attaches universitaires, la sociologie italienne va donc se développer et s'exercer dans les organisations industrielles et dans les centres de planification municipale. La recherche portera sur les problèmes d'organisation du travail, sur la composition de la classe ouvrière, sur les problèmes d'aménagement du territoire. Géographiquement implantée à Turin, cette sociologie pourtant de gauche s'opposera aux catégories idéologiques orthodoxes du « marxisme communiste » considérées comme trop statiques et traditionnelles pour expliquer les changements profonds que connaît l'Italie dans sa phase de reconstruction. En 1959, l'Association internationale de sociologie reconnaîtra officiellement la sociologie italienne et le congrès qu'elle tiendra à Stresa jouera un rôle important dans les contacts et les liens qu'établiront les Italiens avec les communautés sociologiques à l'étranger. Peu à peu, la sociologie, discipline marginale jusqu'à la fin des années 50, s'intégrera au renouveau culturel et social qui se manifeste à cette période. Elle s'ouvrira à l'étude de nouveaux thèmes pour connaître entre 1966 et 1972 un moment de « grand désarroi intellectuel, institutionnel et politique » provoqué par la courte durée des effets du miracle économique ita-

12. Diane Pinto, « La sociologie dans l'Italie de l'après-guerre, 1950-1980 », *Revue française de sociologie*, vol. XXI, 1980, p. 233-250.

lien. Les sociologues, incapables de proposer des solutions concrètes aux problèmes sociaux de cette époque, sont relégués aux oubliettes en tant que consultants. Ils seront plus actifs dans la vie universitaire et le contenu de leur production connaîtra une nette radicalisation. Cela se manifestera par le refus de modèles d'analyse souvent issus de la sociologie américaine et par le recours aux analyses concrètes, axées sur les problèmes de la division Nord-Sud, de l'immigration, du marché du travail. La sociologie connaît une « nationalisation » de son discours, de sa problématique, qui intègrent non plus seulement les problèmes des secteurs avancés du Nord mais aussi ceux du Sud. La sociologie des années 70 sera marquée surtout par cette caractéristique de la « nationalisation ». Cela aura des effets directs sur la formulation de deux matrices analytiques qui uniront les problèmes du Nord à ceux du Sud et « qui seront à l'origine des courants les plus originaux de la discipline. Le premier courant unit l'analyse sociologique à l'analyse économique pour étudier le marché du travail italien comme facteur de base pour comprendre les changements de la société italienne. Le deuxième analyse la structure des classes sociales en Italie, en particulier leur poids dans le pays, leur composition, leur productivité et leur lien avec l'État[13] ».

La consolidation de la sociologie italienne s'est reflétée notamment à l'occasion du congrès qui s'est tenu à Milan en 1979 où pour la première fois, des sociologues venus de toute l'Italie se rencontraient pour discuter de thèmes très divers. À cette occasion, s'est posée la question de la création d'une association nationale de sociologie en même temps que le gouvernement décidait d'ouvrir une cinquantaine de chaires d'enseignement de la sociologie à travers l'Italie. Comme nous pouvons le voir à travers son histoire, la sociologie italienne, discipline isolée et marginalisée au début des années cinquante, aura mis trente ans à gagner ce droit à une existence reconnue dans l'Université. Contrairement à la plupart des pays où le problème rencontré par les sociologues est de faire sortir la sociologie de l'université où on la cantonne pour la faire reconnaître dans l'ensemble de la société et surtout des organismes de décision et de planification, il s'agissait pour les italiens de mener la bataille sur la voie opposée. En même temps, Gramsci avait ouvert la voie, par son approche du rôle de l'intellectuel dans la société, à une insertion de celui-ci dans les organisations de la classe ouvrière, tant syndicales que politiques. Celles-ci ont favorisé le travail sociologique sur les problèmes qui les concernent et la production qui est issue de ce travail a contribué à légitimer le rôle de la sociologie de façon bien différente de ce qui s'est passé dans d'autres pays tels les USA, par exemple. Par ailleurs, du fait que la langue italienne constitue une barrière à l'expansion de la production sociologique, on remarquera l'intensité des activités liées à la publication de revues et de livres écrits par des Italiens en même temps qu'à la traduction des principaux ouvrages étrangers. Cette situation de minorité linguistique n'a pas conduit à un repliement sur soi, comme cela s'est produit dans d'autres cas semblables, mais au contraire a permis une ouverture vers l'extérieur, intégrant ainsi les débats qui se font à l'échelle internationale ; ce qui a eu pour effet de « déparoissialiser » la sociologie italienne et sa produc-

13. Diane Pinto, « La sociologie dans l'Italie de l'après-guerre, 1950-1980 », *Revue française de sociologie*, vol. XXI, 1980, p. 233-250.

tion et de la rendre pertinente sur le plan théorique et méthodologique à une échelle qui rejoint l'ensemble des pays industrialisés.

À mon avis, la sociologie italienne constitue un exemple clair, un point de référence probant pour tous ceux qui doutent de la place occupée par l'histoire nationale dans les orientations et la configuration que prend une discipline donnée (la sociologie en ce qui nous concerne). J'aurais pu multiplier les exemples et présenter d'autres situations de développement de cette discipline liées à des conjonctures nationales fort diverses ; je crois qu'il serait intéressant de le faire pourvu que cette analyse soit accompagnée d'un travail semblable sur les outils méthodologiques et les matrices conceptuelles.

Mon objectif consiste plutôt à suggérer qu'il existe des sociologies nationales dont les conditions de développement marquent la discipline comme telle et que la place occupée par chacune d'elle dans la constitution du champ sociologique recoupe, à peu de chose près, la place occupée dans la division internationale du travail par les différents pays où elle est produite. J'ai aussi voulu attirer l'attention sur le fait que le dynamisme interne propre à la sociologie varie avec les grands moments du développement économique et politique de chacun des pays où elle prend forme et où interfèrent aussi les grands organismes internationaux tels l'UNESCO. Il est à souhaiter que ces derniers, dans leur volonté de mettre en pratique des objectifs tels le redressement des inégalités et la coopération internationale, ne se laissent pas drainer par leurs appareils bureaucratiques dont les normes et le code secret de fonctionnement donnent trop souvent la chance aux mêmes coureurs, ceux-là mêmes qui disposent d'autres moyens qui leur permettent d'être déjà sur la piste.

Ce double mouvement d'internationalisation du champ sociologique d'une part, et de « pratiques nationalisées » de la sociologie d'autre part, continuera de marquer son histoire. La nature des rapports entre les deux variera selon l'agencement qui sera celui des multiples forces qui s'agitent tant dans le cadre de la production de la vie économique, politique et sociale que dans celui de la production scientifique.

* * *

RÉSUMÉ

La sociologie connaît un double mouvement qui marque à la fois les pôles de son développement et les paliers de sa production. L'internationalisation de ses activités et le renforcement d'organismes internationaux tels l'UNESCO qui a créé une sous-division des sciences sociales constituent un aspect de ce mouvement alors que l'autre se rattache davantage à la consolidation des assises nationales de cette discipline dans plusieurs pays comme ceux d'Afrique notamment. Quelles sont les orientations du premier et la signification du second ? Tels sont les sujets dont nous discutons dans cet article. Puis nous terminons par la présentation de deux cas, la sociologie en Espagne et en Italie afin de démontrer que l'histoire de cette discipline ne peut se concevoir en dehors de l'histoire économique et politique des pays où elle s'est principalement développée, même si parallèlement son discours théorique et ses outils méthodologiques tendent à l'unification, ce qui pour nous n'est pas synonyme d'universalisation et est tout à fait souhaitable.

* * *

SUMMARY

Sociology has experienced a dual movement that has marked the focal points of its development and the stages of its production. The internationalization of its activities and the reinforcement of international organizations such as Unesco, which created a subdivision for the social sciences, makes up one aspect of this movement. The other aspect is related to the consolidation of the national foundations of the discipline in a number of countries, in particular those in Africa. This article attempts to define the principal trends of the first movement and the meaning of the second. Two cases are then presented — sociology in Spain and in Italy — to illustrate that the history of sociology can not be understood outside of the context of the economic and political history of the country in which it developed, even if, at the same time, its theoretical discourse and methodological tools tend toward unification. Such unification is not synonymous with universalization in our view and is a fully desirable tendency.

* * *

RESUMEN

La sociología actual vive un doble movimiento que marca a la vez los polos de su desarrollo y los niveles de su producción. La internacionalización de sus actividades y el refuerzo de organismos internacionales como la UNESCO, que ha creado una sub-división de ciencias sociales, constituyen un aspecto de ese movimiento. El otro aspecto se refiere más bien a la consolidación de las bases nacionales de esta disciplina en varios países, especialmente en aquellos de Africa. ; Cuáles son las orientaciones del primero y el significado del segundo?, es lo que se trata de discutir en este texto. El autor termina presentando dos casos, la sociología en España y en Italia, con el objeto de demonstrar que la historia de esta disciplina no puede concebirse sin tener en cuenta la historia económica y política de los países donde ella se ha desarrollado, a pesar de que paralelamente su discurso teórico y sus instrumentos metodológicos tienden a la unificación, lo que para el autor no es sinónimo de universalización y es totalmente deseable.

* * *